

Ni désarmé-e-s, ni résigné-e-s ! (Communiqué du NPA 65)

La semaine dernière, la rentrée scolaire qui s'annonçait très dure a été marquée dans de nombreux endroits par des débrayages combinés à des droits de retraits et des mouvements de grève spontanés. Ce qui a été confirmé par la journée nationale de grève dans les écoles, collèges et lycées ce mardi 10 novembre. En plus de l'impréparation orchestrée par le gouvernement depuis le début de l'épidémie, dans une période déjà éprouvante pour elles et eux après l'assassinat de leur collègue Samuel Paty, les personnels de l'éducation ont dû en plus faire face au mépris de leur ministre.

Jean-Michel Blanquer, ministre autoritaire

Les lycéenEs, qui ont elles et eux aussi décidé de reprendre la main face à l'incurie de l'organisation dans leurs établissements scolaires, ont à leur tour fait l'expérience douloureuse de la violence de ce gouvernement. Les images de jeunes chargés, tabassés et gazés alors qu'ils et elles réclament des protocoles sanitaires décents, ont choqué bien au-delà de leurs parents et du corps enseignant... Une chose est sûre : ils et elles ont raison ! Leur irruption dans la rue, devant les lycées, pour exiger aux côtés de leurs professeurEs des conditions d'études sans risques sanitaires, a surpris et secoué tout le monde. Cette mobilisation lycéenne, imprévisible et explosive, n'est certainement pas étrangère au premier recul du ministre jeudi dernier.

Mais, ironie de l'agenda ministériel ou funeste mise en garde, le jour même où Blanquer annonce qu'il cède sur l'organisation des classes en demi-groupe et sur l'abandon d'une partie du « bac Blanquer », le ministère annonçait la tombée de lourdes sanctions contre les « 4 de Melle », ces enseignantEs qui n'avaient fait que se mobiliser contre cette réforme des E3C. Espérons que la mobilisation dans l'éducation puisse continuer à s'élargir et se faire entendre au-delà sur la question des conditions sanitaires mais également sur les conditions d'études et de travail, sur les moyens et les embauches dont tous les services publics sont dépouillés par ce gouvernement et les précédents.

S'organiser, résister, décider touTEs ensemble !

Dans les autres services publics, à commencer par la santé, des salariéEs tentent de s'organiser et de se faire entendre, malgré la tension totale dans laquelle sont plongés les hôpitaux à l'épreuve de cette seconde vague de contamination. Samedi dernier, le succès de la manifestation intersyndicale et interprofessionnelle lancé autour de la mobilisation du CHU à Toulouse a montré qu'il est possible de s'organiser, de se rassembler, de résister ! Dans cette période d'offensive raciste et réactionnaire, il est d'autant plus essentiel d'avancer vers le touTEs ensemble pour lutter et défendre nos droits.

Ce qui se passe dans les établissements scolaires est à l'image de la situation dans une large partie du monde du travail. Les lycéenEs et les personnels de l'éducation posent des questions fondamentales dans cette période : comment préserver au mieux la santé de touTEs, personnel et usagerEs ? Comment faire passer nos vies avant leurs profits ?

Cette mobilisation nous rappelle aussi que ce sont celles et ceux qui font tourner la société, qui travaillent, qui sont les mieux placés pour savoir quels sont les besoins, les moyens, mais aussi quelles sont les priorités dans une période d'épidémie aussi importante. Dans le privé comme dans le public, dans les mobilisations à venir, à tous les niveaux de la société, dans l'organisation des solidarités les plus locales, c'est bien à nous de décider !

Le NPA65, Tarbes, le mercredi 11 novembre 2020